

PROCES-VERBAL DE SÉANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL
du Mardi 24 Octobre 2023 à 19h30

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de présents : 10

Nombre de votants : 10

Nombre d'absents excusés : 0

Nombre d'absents non excusés : 1

Date de la convocation : 17/10/2023

Date de la publication : 17/10/2023

Acte rendu exécutoire après
transmission en Préfecture le : 31/10/2023

PRESENTS : M. COUET Rémi – Mme FERCHAT Marie-Françoise – M. MILLET Serge – M. HAMON Emmanuel – Mme LOUAPRE Michèle – M. GUILBERT Pierre-Olivier – Mme FROGER Pierrette – Mme LE MER Anne – M. LE LIEVRE DE LA MORINIERE Bernard – Mme BLAIRE Martine

ABSENTS EXCUSÉS :

ABSENTS NON EXCUSÉS : Mme DEPORTES Émilie

SECRETAIRE : Mme LE MER Anne

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 Septembre 2023

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 Septembre 2023
est validé par les membres du conseil municipal.

Désignation du ou de la secrétaire de séance

Mme LE MER Anne est désignée secrétaire de séance.

Monsieur Le Maire demande au conseil municipal d'inscrire deux points supplémentaires à l'ordre du jour :

- Le conseil municipal est invité à délibérer sur la sollicitation auprès de la CCBP d'une subvention au titre du « soutien à l'animation et à la vie sociale dans les petites communes ».

Ce point portera le numéro 12.

- Le conseil municipal est invité à délibérer sur des devis pour l'achat ou la location d'un copieur multifonctions.

Ce point portera le numéro 13.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal :

- ACCEPTE l'ajout des points énoncés ci-dessus.

1. DÉTERMINATION DES TARIFS DU REPAS DES AÎNÉS 2023

Madame Michèle LOUAPRE, conseillère municipale, explique que le Comité social s'est réuni le 5 octobre dernier afin de préparer le repas des aînés.

C'est le restaurant Lucas de Cardroc qui a été choisi avec un menu à 32.30 €.
La grille tarifaire que propose le Comité social est la suivante (augmentation de 1 € par rapport à 2022) :

- *70 ans et plus : 10 €
- *De 65 à 69 ans : 18 €
- *Elus et membres du Comité social : 16 €
- *Accompagnants ou hors commune (tarif plein) : 32.30 €

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- VALIDE la tarification suivante :

- *70 ans et plus : 10 €**
- *De 65 à 69 ans : 18 €**
- *Elus et membres du Comité social : 16 €**
- *Accompagnants ou hors commune (tarif plein) : 32.30 €**

2. RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022 DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE D'ILLE-ET-VILAINE (SDE35)

Le rapport d'activité 2022 du Syndicat Départemental d'Énergie d'Ille-et-Vilaine (SDE35) a été transmis à l'ensemble des élus en amont, chacun en ayant pris connaissance.
Madame Michèle LOUAPRE, conseillère municipale, en fait une présentation.

Le conseil municipal a pris acte du rapport d'activité 2022 du Syndicat Départemental d'Énergie (SDE35).

3. RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022 DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE

Le rapport d'activité 2022 de la Communauté de communes Bretagne romantique a été transmis à l'ensemble des élus en amont, chacun en ayant pris connaissance.
Madame la 1^{ère} Adjointe en fait une présentation.

Le conseil municipal a pris acte du rapport d'activité 2022 de la Communauté de communes Bretagne romantique.

4. SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À L'ASSOCIATION « LA BRIOCHINE »

Monsieur le 3^{ème} Adjoint informe que l'association « La Briochine » sollicite une subvention exceptionnelle pour la prise en charge des dépenses relatives à la Journée du patrimoine et des associations du 17 septembre dernier, à savoir :

- Le **charbon** pour le barbecue ;
- L'**apéritif** (1 cubi de vin blanc 5L et 3L + 10 pizzas + 7 bouteilles de cidre + 1 bouteille de jus de pomme) ;
- Le **repas du midi** pour les bénévoles, artisans et compagnons (79 saucisses + 79 galettes + 39 grillés aux pommes + 19 verres de bières + 19 verres de cidre + 5 bouteilles d'eau + 1 verre de jus de pomme) ;
- Le **repas du soir** pour les bénévoles (20 saucisses + 20 galettes + 34 desserts + 2 bouteilles de cidre + 1 bouteille de jus de pomme).

Ces dépenses correspondent à un montant de **439.27 €**.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ACCEPTE d'octroyer une subvention de 439.27 € à l'association « La Briochine » suite à l'organisation de la Journée du Patrimoine et des Associations 2023.**

Monsieur le 3^{ème} Adjoint informe que l'association « La Briochine » a organisé son repas annuel au mois de juillet dernier.

Il était convenu que la commune offre l'apéritif lors de cet évènement (et donc, rembourse l'association).

Elle sollicite donc une subvention exceptionnelle pour la prise en charge de l'apéritif offert par la municipalité lors du repas de La Briochine le 2 Juillet dernier, à savoir :

- 10 bouteilles de crémant + crème de cassis + gâteaux coffret crackers + pizza, flam, quiches.

Ces dépenses correspondent à un montant de **116.74 €.**

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ACCEPTE la participation de la commune au repas organisé par l'association « La Briochine » en juillet 2023 ;**
- **AUTORISE le remboursement à l'association « La Briochine » d'un montant de 116.74 €.**

5. PROPOSITION D'ADHÉSION À LA CONVENTION DE PARTICIPATION PRÉVOYANCE DU CDG35

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L827-1 à L827-12,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu le bulletin d'adhésion provisoire à la convention de participation portant sur le risque «Prévoyance», pilotée par le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine,

Vu la délibération du Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine n°2023-50 en date du 30 mars 2023 autorisant la Présidente du Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine a lancé un appel public à concurrence en vue de conclure une convention de participation départementale à adhésion facultative des collectivités et des agents – risque prévoyance,

Vu la délibération du Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine n°2023-71 en date du 4 juillet 2023 portant acte du choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation et autorisant la Présidente du Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine à signer tous les documents afférents à cette consultation dont la convention de participation,

Vu la convention de participation signée entre le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine et TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE en date du 17 juillet 2023,

Vu l'avis du Comité social territorial départemental/local en date du 19/10/2023,

Madame la 1^{ère} Adjointe expose que le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 et au décret n°2022-581 du 20 avril 2022.

À l'issue de cette procédure, le CDG 35 a souscrit le 17 juillet 2023 une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE pour une durée de six (6) ans. Cette convention prend effet le 1er janvier 2024 pour se terminer le 31 décembre 2029.

Les collectivités peuvent adhérer librement à cette convention à compter du 1^{er} janvier 2024 et tout au long de la convention.

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion 35 et TERRITORIA MUTUELLE, à effet au 1^{er} Janvier 2024 ;**
- **DECIDE d'accorder la participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance » ;**
- **DECIDE de fixer le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 7 € brut, par agent, par mois, à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion signées par l'autorité territoriale, étant précisé que la participation est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés ;**
- **AUTORISE l'autorité territoriale à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant ;**
- **DECIDE d'inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de la participation financière de la collectivité à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent.**

6. PRÉSENTATION DU VIREMENT DE CRÉDIT N° 2023-1

Monsieur le Maire explique au conseil municipal qu'un virement de crédit a dû être effectué par nécessité budgétaire (il s'agit de la nouvelle procédure possible avec la nomenclature M57, qui remplace les décisions modificatives qui devaient être votées par le conseil municipal auparavant).

Le virement de crédit se présente comme suit :

Fonctionnement - Dépenses :

Article 6588 (65) : Autres charges diverses de gestion courante

- 900 € *passant de 4 051 € à 3 151 €*

Article 739118 (014) : Autres versements et restitutions sur contributions directes + 900 € *passant de 0 € à 900 €*

Le conseil municipal a pris acte du virement de crédit n°2023-1.

7. DEVIS POUR LE RENOUVELLEMENT DU DÉFIBRILLATEUR

Monsieur le 2^{ème} Adjoint explique que suite à la vérification annuelle du défibrillateur, il apparaît que sa batterie et ses électrodes adultes doivent être remplacées.

Le boîtier de protection étant également à remplacer déjà depuis l'année passée, il semble important de renouveler l'ensemble du défibrillateur complet.

Le délai n'ayant pas été suffisant pour établir un devis, il est proposé de reporter ce point à la prochaine réunion du conseil municipal.

Pour information, un rendez-vous est fixé prochainement avec le prestataire *Idealis Bretagne* qui est chargé de la maintenance du défibrillateur, afin de présenter les différentes offres. Il semble possible de passer la commande d'un nouveau défibrillateur fin 2023 et de ne régler la facture qu'en janvier 2024 afin que la dépense soit effectuée sur le nouveau budget. Dans l'attente et afin d'être certain que le défibrillateur actuel ne tombe pas en panne, il est proposé qu'un défibrillateur de prêt soit mis à disposition.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **S'ENGAGE à acquérir un nouveau défibrillateur auprès de l'entreprise « Idealis Bretagne ».**

Il est par ailleurs demandé, lors de l'installation du nouveau matériel, qu'une formation soit proposée aux élus mais aussi ouverte à l'ensemble de la population, dans la mesure du possible.

8. DEVIS POUR L'ACQUISITION DE BARNUMS

Monsieur le 3^{ème} Adjoint informe que la commune a eu connaissance d'une promotion pour déstockage de l'entreprise VAD Collectivités, groupe Altrad.

Les barnums 3m x 3m proposés sont à **499 € HT** l'unité (soit 598.80 € TTC) au lieu de 624 € HT.

Pour rappel, les barnums achetés il y a quelques mois ont été achetés à un prix unitaire de 750 € HT.

La question se pose de savoir si les barnums seront toujours utilisés sur la durée, est-ce que les événements festifs continueront à être organisés par la commune ou par des associations.

Ils pourraient être mis à la location, tout comme le chapiteau existant.

L'association Ocavi-A auprès de qui la commune loue des barnums pour la journée du patrimoine n'a pas encore donné de réponse sur son organisation pour les années futures et le fait qu'elle ne louera son matériel peut-être plus qu'aux communes de la Communauté de communes du Val d'Ille-Aubigné.

Cet achat semble intéressant mais au vu du budget, il devra passer dans le budget 2024. La question doit être posée à l'entreprise.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE de donner un accord de principe pour l'achat de 3 à 5 barnums en fonction du budget, sous réserve que le paiement puisse être effectué en 2024.**

9. INFORMATIONS SUR L'ACQUISITION D'UN FOUR

Madame Michèle LOUAPRE, conseillère municipale, explique que le budget investissement-dépenses étant déjà déficitaire, et l'article auquel doit être imputée l'acquisition du four étant déjà dépassé de 500 €, il est proposé de reporter cet achat au budget 2024, d'autant que d'autres dépenses ne sont pas encore réglées entièrement (travaux des parkings, réserve incendie, etc.)

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

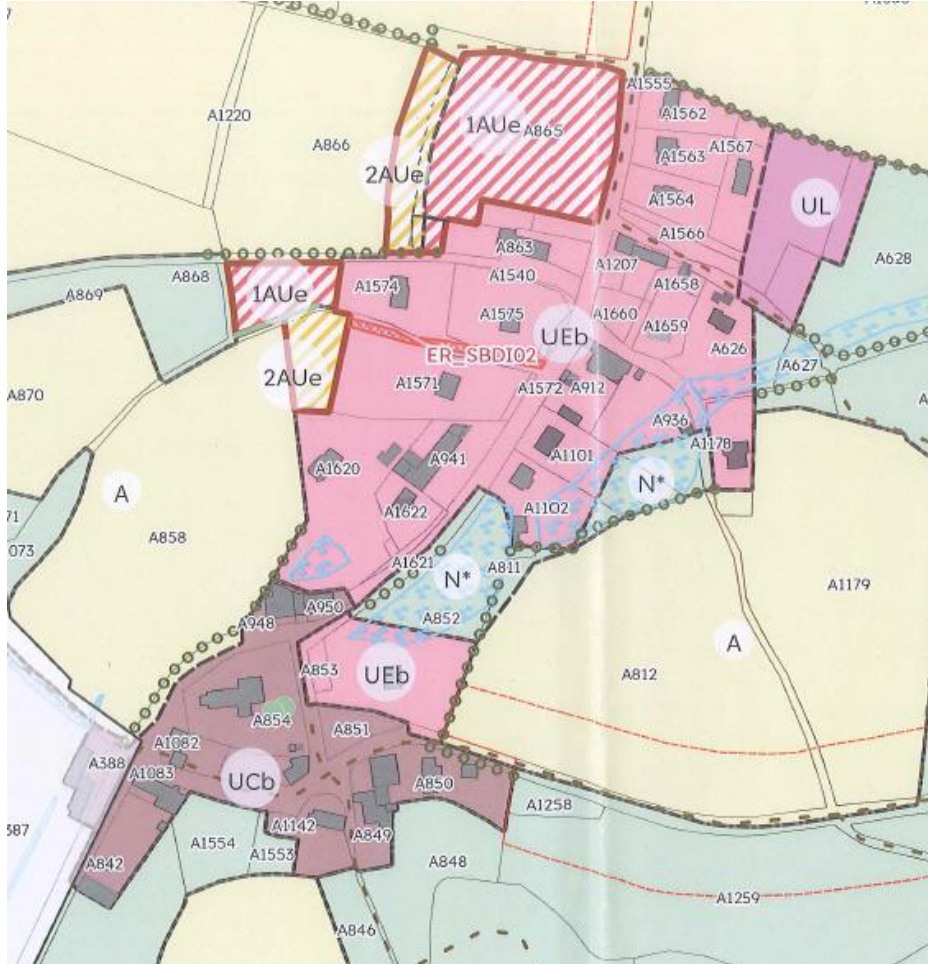
- **DECIDE de reporter cette acquisition à l'année 2024 ;**
- **DECIDE d'inscrire au prochain budget les crédits nécessaires à cet achat.**

10. PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) – MODIFICATION DES ZONAGES

Monsieur le Maire indique que les services de l'état ayant retoqué la proposition de PLUi, il est obligatoire pour les communes de réduire les zones constructibles.

Une réunion a eu lieu mardi 10 octobre dernier avec les personnes de la CCBR pour expliquer cette décision et faire des propositions.

La proposition faite par la CCBR est la suivante, les deux zones hachurées en jaunes « 2Aue » correspondent aux zones à supprimer de la zone constructible :



Le débat s'ouvre :

Il est donc demandé une réduction de 35% de la surface constructible, pour toutes les communes.

Rémi COUET a demandé de décompter dans les 35% le talus et le chemin piéton qui devrait être effectué car ce ne sera pas de la partie construite (entre les parcelles A865 et A866).

Anne LE MER soulève à cette occasion la problématique du chemin d'accès vers le château de Montmuran qui risque de disparaître.

En enlevant les deux zones 2AUE, cela n'atteint pas tout à fait les 35%.

Dans la proposition initiale, la commune bénéficiait de 1,100 hectare à construire, désormais, une réduction de 0,26 hectare est demandée, avec un maximum de 15 logements à l'hectare (donc cela correspondra à environ 13 maisons sur l'ensemble).

L'erreur qui a été commise est que dans le PLUi présenté au préfet, le bureau d'étude et la CCBR se sont basés sur la surface autorisée de 2023 au lieu de 2021. Donc tout ce qui a été consommé depuis 2021 est déjà déduit dans les surfaces constructibles.

Rémi COUET confirme à Pierre-Olivier GUILBERT que les constructions faites depuis 2021 (notamment dans les communes qui ont beaucoup urbanisé depuis 2 ans) sont bien prises en compte et déduites de la surface constructible attribuée.

L'intérêt du PLUi est que les choses seront harmonisées au niveau des communes. Il faut noter que le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) sera modifié dans quelques années.

Serge MILLET évoque l'importance des risques de submersion marine sur la côte et le Pays de Dol.

Anne LE MER se questionne à propos de l'impact sur la consommation d'eau. Rémi COUET indique qu'il n'y a pas de prise en compte de systèmes de récupération et retraitement des eaux pluviales dans le PLUi car cela n'est pas un élément obligatoire, malgré l'importance du sujet.

S'il faut enlever encore une partie de zone constructible, une concession peut être faite sur la petite zone carrée à gauche de la parcelle A863, mais nous ne pourrons pas faire plus. Il faut savoir que si l'on n'atteint pas tout à fait les 35% de réduction, cela devra être répercuté sur les autres communes.

Pierre-Olivier GUILBERT demande s'il ne serait pas plus logique d'enlever la zone 1AUe de la parcelle A1574 afin de garder l'autre zone 1AUe en constructible et ne faire qu'un bloc constructible au même endroit.

Quelques interrogations surviennent à ce sujet.

Anne LE MER pense que ce serait mieux d'avoir deux zones à deux endroits différents afin de ne pas donner une impression de « gros lotissement ».

Il est convenu que dès que les zones seront déterminées et le PLUi adopté officiellement, une réunion avec les propriétaires impactés aura lieu.

Les travaux doivent être effectués sous 4 ans environ, sinon la zone ne sera plus constructible.

- ➔ Après discussion, il est proposé de conserver en zone constructible les deux zones 1AUe et retirer les deux zones 2AUe (ainsi que petit carré à gauche de la parcelle A863 si besoin). L'emplacement du chemin piéton et du talus prévu pour protéger des catastrophes naturelles devra être remis en zone naturelle afin de ne pas utiliser de la zone constructible.

Après en avoir délibéré et à la majorité (9 pour et 1 abstention de Bernard LE LIÈVRE DE LA MORINIÈRE), le Conseil Municipal :

- VALIDE la proposition ci-dessus désignée, à savoir :

- ° Conserver en zone constructible les deux zones 1AUe ;
- ° Retirer de la zone constructible les deux zones 2AUe
- ° L'emplacement du chemin piéton et du talus prévu pour protéger des catastrophes naturelles devra être remis en zone naturelle afin de ne pas utiliser de la zone constructible.

11. TRAVAUX DE L'ÉGLISE – PROPOSITION DE RECOURS À AVOCAT

Monsieur le Maire explique que dans le cadre de la procédure de litige sur les travaux de l'Église, la protection juridique demande à la commune, après avoir effectué des expertises diverses, de choisir un avocat pour la suite du dossier.

Sur conseil de l'AMF35, Monsieur le Maire a pris contact avec le cabinet Coudray de Rennes, qui propose le devis suivant :

N/ Réf. : TM/MC

V/ Réf. :

Aff. : SAINT BRIEUC DES IFFS (Cne) - Travaux église

MISSIONS	QUANTITÉ	UNITÉ	TAUX	MONTANT HT
Mission principale :	1	Forfait	1 500,00 €	1 500,00 €
- Analyse des pièces				
- Conseils sur les suites à donner				
<i>Sous Total mission n°1</i>				1 500,00 €
<i>Frais (hors frais complémentaires - selon annexe jointe)</i>		1 500,00 €	15%	225,00 €
Mission complémentaire :				- €
En fonction des conclusions de l'analyse				
- Référé expertise et/ou constat sur devis complémentaire				
<i>Sous Total mission n° 2</i>				- €
<i>Frais (hors frais complémentaires - selon annexe jointe)</i>		- €	15%	- €
Mission complémentaire		Heure	180,00 €	- €
- Autres prestations non citées supra				
<i>Sous Total</i>				- €
<i>Frais (hors frais complémentaires - selon annexe jointe)</i>		- €	15%	- €

* Les factures seront adressées au fur et à mesure de l'accomplissement des prestations

TOTAL HT		1 725,00 €
Droit de plaidoirie	non soumis	- €
Montant TVA	20%	345,00 €
MONTANT À RÉGLER TTC		2 070,00 €

Frais : application du barème des frais complémentaires sauf mention expresse "prix forfaitaire frais inclus" prévue dans le devis	
Taux des frais : 15% du montant des honoraires HT (sauf honoraires de résultat)	
Secrétariat :	
Courriers simples - Courriers recommandés	
Dactylographie	
Fax émission-réception Photocopie	
Forfait téléphone-mail	
Gestion des données	
Frais de constitution de dossier	
Frais d'archivage, de conservation numérique des données	
Assurances	
Responsabilité civile professionnelle obligatoire :	
Police n°114247874/MMA IARD Montant de la garantie 4 000 000 € par sinistre	
Responsabilité civile professionnelle complémentaire :	
Police n°127129212-B/MMA IARD Montant de la garantie 15 000 000 € par année d'assurance	
Frais complémentaires	
Frais de déplacement	0,74 € du km ou remboursement du billet d'avion/train/autres frais de transport sur justificatifs. En cas d'annulation d'une réunion/ commande par le client ou par un tiers (juridiction, partie adverse...), les éventuels frais non remboursables qui auraient été exposés par la société en prévision de cette commande (réservation de moyen de transport, d'hébergement ou autres frais) resteront dus par le client.
Vacation de déplacement	Frais de déplacement : 100 € /heure
Frais d'hébergement et restauration	Remboursés sur Justificatifs
	13,00 €
Droit de plaidoirie	Montant non soumis à TVA. Le droit de plaidoirie est dû, sauf exception, pour chaque plaidoirie. Son montant est défini par décret. Sa perception constitue une obligation légale pour l'avocat, qui reverse l'intégralité de son montant à la CNBF
Débours et autres frais externes*	
Débours (huissier, hypothèques...)	Sur justificatifs
Autres frais, débours et dépens	Sur justificatifs
Frais de postulation	Sur justificatifs

Le dossier étant parti chez cet avocat pour établir le devis, les éléments concernant la prise en charge, par la protection juridique, de ces frais, ne sont plus accessibles.
Les éléments sont donc manquants pour valider ce devis de manière définitive.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

Sur le principe et dans l'attente des éléments manquants :

- ACCEPTE le devis du cabinet Coudray de Rennes ci-dessus désigné.

12. SOLLICITATION AUPRÈS DE LA CCBR D'UNE SUBVENTION AU TITRE DU «SOUTIEN À L'ANIMATION ET À LA VIE SOCIALE DANS LES PETITES COMMUNES »

Madame Michèle LOUAPRE, conseillère municipale, rappelle que la Communauté de communes Bretagne romantique propose, dans le cadre de ses fiches actions, des subventions « *Soutien à l'animation et à la vie sociale dans les petites communes* ».

Ce dispositif permet aux petites communes d'obtenir une **aide forfaitaire annuelle de 305 €** pour leurs initiatives et/ou opérations qui contribuent à développer et animer la vie sociale de leurs communes.

Il est proposé de solliciter cette subvention pour l'organisation de la Journée du Patrimoine et des Associations du 17 septembre 2023.

Un état récapitulatif devra être fourni à la CCBR pour le versement de cette aide.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- SOLLICITE auprès de la Communauté de communes Bretagne romantique, une subvention au titre du « Soutien à l'animation et à la vie sociale dans les petites communes » d'un montant de 305 € pour l'organisation de la Journée du Patrimoine et des Associations en 2023 ;

- S'ENGAGE à fournir un état récapitulatif de cette manifestation communale.

13. DEVIS POUR L'ACHAT OU LA LOCATION D'UN COPIEUR MULTIFONCTIONS

Monsieur le 2^{ème} Adjoint rappelle que le contrat de maintenance du copieur actuel (copie, imprimante, fax et scan) arrive à échéance à la fin de l'année.

Il y a lieu de faire une remise en concurrence.

Des devis pour un achat ou une location ont été demandés auprès de trois entreprises.

Tous les contrats sont effectués pour 5 ans.

Il est d'ores et déjà à noter que la location n'est pas une solution adaptée à nos besoins.

L'acquisition a l'avantage de permettre la récupération de la TVA et le coût est moins élevé sur 5 à 7 ans.

Les devis se présentent comme suit, avec une simulation effectuée pour une meilleure comparaison :

	RICOH		ASI Châteaubourg		AJP Cesson-Sévigné		Actuellement Ricoh
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC	
Matériel proposé	RICOH - IM C2010A		SHARP - BP50C26		XEROX - VERSALINK C7125 V_S		0,006516 TTC 0,060268 TTC Maintenance 14,33 € TTC / mois Scan : 14,99 € TTC / mois
Tarif à l'achat	2 731,71 €	3 278,05 €	2 480,00 €	2 976,00 €	2 680,00 €	3 216,00 €	
Coût copies - maintenance							
Noir et blanc	0,0028	0,00336	0,0042	0,00504	0,0029	0,00348	
Couleur	0,028	0,0336	0,042	0,0504	0,029	0,0348	
			Pack 10 000 NB 42 € HT				
			Pack 10 000 couleur 420 € HT				
	8 € pack scan mensuel						
Coût mensuel si location	62,07 €	74,48 €	51,25 €	61,50 €	60,00 €	72,00 €	
Location sur 5 ans hors copies	3 724,20 €	4 469,04 €	3 075,00 €	3 690,00 €	3 600,00 €	4 320,00 €	
COUT ANNUEL PREVISIONNEL LA 1e ANNEE	2 981,99 €	3 578,38 €	2 711,42 €	3 253,70 €	2 839,79 €	3 407,74 €	
COUT ANNUEL PREVISIONNEL	250,28 €	300,34 €	231,42 €	277,70 €	159,79 €	191,74 €	
COUT SUR 5 ANS	3 983,11 €	4 779,73 €	3 637,10 €	4 364,52 €	3 638,74 €	4 366,44 €	
					scan RV sans retourner		
	A3 = 2xA4		A3 = 2xA4		A3 = A4		
	20 pages / minute		26 pages / minute		25 pages / minute		
	VARIANTE :		VARIANTE :				
	30 pages / minute		Copieur reconditionné				
	Prix à l'achat :		Prix à l'achat :				
	2966,34 € HT		1667,86 € HT				
	3559,61 € TTC		2001,43 € TTC				

Les détails de chaque prestataire et des variantes proposées sont présentés.

- Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :
- ACCEPTE le devis de l'entreprise AJP de Cesson-Sévigné (35) comme présenté ci-dessus pour l'acquisition d'un copieur multifonctions XEROX VERSALINK C7125 V_S neuf pour un montant de 2 680 € HT (soit 3 216 € TTC) ;
 - AUTORISE Monsieur le Maire à signer le devis ci-dessus désigné ainsi que le contrat de maintenance correspondant pour 5 ans.

DATES À RETENIR :

- Samedi 11 novembre : **Cérémonie du 11 novembre / Repas des aînés**
- Mardi 14 novembre à 19h30 : **Préparation CM**
- Mardi 21 novembre à 19h30 : **CM**
- Jeudi 30 novembre à 17h : **Commission de contrôle des liste électorale**
- Lundi 4 décembre à 19h30 : **Préparation CM**
- Mardi 12 décembre à 19h30 : **CM**

Mairie fermée le lundi 13 novembre

Séance close à 22h36